

Nouveaux Cahiers du socialisme

L'hypothèse communiste

Jean Trudelle



Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Number 17, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84492ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Trudelle, J. (2017). L'hypothèse communiste. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 220–221.

Pour renouveler le processus de transformation, il faut créer une nouvelle organisation sociale et renforcer les anciennes. Il faut aussi un dialogue intergénérationnel pour recouvrer la mémoire de la résistance sociale et la riche histoire des luttes sociales, ses réalisations et ses limites. Il faut définir le genre de pays à construire et faire preuve de sincérité et d'autocritique. La seule façon de réinventer le processus est de renforcer les structures démocratiques. La lutte contre le conservatisme idéologique est inséparable de la lutte pour la démocratie et les droits. Ce qu'on voit actuellement, ce sont des étincelles de résistance sans forme de coordination ou d'expression politique.

Atelier L'hypothèse communiste

Avec Simon Tremblay-Pepin (Université Saint-Paul),
Jodi Dean (Collèges Hobart et William Smith) et René Charest (NCS)

RAPPORT PAR JEAN TRUDELLE

Il est illusoire de penser vaincre en combattant de manière dispersée un capitalisme entré dans la phase quasi achevée de sa mondialisation. Le pouvoir économique est planétaire, exercé par les multinationales, autant que par les différents organismes de régulation mondiale (FMI, OMC³). Ensemble, ces entités ont un pouvoir qui dépasse largement celui des États. Contrairement à un certain discours, le capitalisme ne souhaite pas *moins* d'État, il veut d'un l'État capable de lubrifier sans vergogne les mécanismes d'une croissance effrénée. Ainsi les gouvernements (même quand la gauche prend le pouvoir) se voient contraints d'exercer leurs responsabilités dans un cadre de plus en plus étroit, soumis aux intérêts supérieurs et incontournables du marché international et d'un développement à tous crins auquel ils sont forcés de souscrire. À l'évidence, la machine capitaliste ne va certainement pas céder le pouvoir réel qu'elle exerce sur la seule base de représentations politiques ! Il faut donc une réponse organisée à l'échelle mondiale, qui doit s'appuyer sur un programme politique cohérent, explicite et organisé. L'échec du capitalisme, de plus en plus manifeste et dénoncé par de plus en plus de mouvements sociaux, commande et rend propice cette riposte politique globale.

Or, un tel projet politique ne peut se contenter d'une opposition systématique, mais éparpillée aux éléments les plus dévastateurs du capitalisme. Il doit nommer et décliner la vision sociale qu'il entend promouvoir et proposer par là une bataille positive, une démarche *pour* un projet de société égalitaire plutôt que *contre* une pléthore d'injustices sociales. Le communisme, nous dit Jodi Dean,

3 FMI : Fonds monétaire international; OMC: Organisation mondiale du commerce.

est exactement cela. Il ne faut pas avoir peur des mots. Il faut revenir à l'idée du bien commun comme fondement d'un programme politique, promouvoir l'idée de produire selon nos besoins, un principe qui prend une dimension bien particulière au vu de l'état actuel de la planète.

Dean note que la gauche a boudé, depuis quelques décennies, la lutte pour le pouvoir politique, à la fois par un rejet viscéral de ce dernier (« le pouvoir corrompt »), mais aussi en vertu d'un certain pragmatisme, pour conquérir des espaces de liberté plus ciblés : luttes des femmes, droits des minorités, combat contre le racisme, batailles environnementales, etc. Cela a entraîné une dispersion des luttes politiques sur des terrains sectoriels et dès lors, malgré des prises de pouvoir occasionnelles de partis de gauche dans certains pays (jamais longtemps probantes comme au Chili, au Brésil, en Grèce), la lutte pour le pouvoir politique a été marginalisée.

Le contexte commande qu'on y revienne et Dean propose pour ce faire de remettre en avant, de manière explicite, le projet communiste. Les adversaires (Obama, Trump), dira-t-elle, ont peur de nous et nous qualifient déjà de « communistes ». Il ne faut pas avoir peur de reprendre le mot à notre compte. La guerre froide est derrière nous et un retour au communisme ne souffrirait pas, selon elle, de la charge négative qu'il a pu avoir dans le passé. Le communisme constitue la seule réponse possible et urgente à la situation actuelle (alors que le socialisme, lui, semble « soluble » dans le capitalisme).

Lors du débat, plusieurs participantes et participants ont observé que la connotation fort négative du communisme est réelle, justifiée ou non, imputable au fait que les Staline de ce monde l'ont pervertie. L'histoire ne s'efface pas si vite et les excès du communisme auront tôt fait d'être rappelés si le terme était repris par un mouvement politique, sans compter que plusieurs questions fondamentales (démocratie vs communisme, nature des institutions à remplacer ou à préserver après une chute du capitalisme, etc.) ne tiennent pas de la sémantique. On peut reconnaître la nécessité d'une gauche plus organisée à l'échelle de la planète, souscrire à la volonté de susciter une lutte généralisée et cohérente contre le capitalisme ; mais la difficulté de convaincre des militantes et des militants d'horizons très divers d'y fédérer leurs intérêts reste entière et se pose avec acuité à tous les progressistes du monde. Bref, il n'est pas certain que proposer un retour à l'idéologie communiste, même revampée, fera beaucoup avancer la réflexion. Chose certaine, le débat de fond demeure, y compris au Québec. Alors que plusieurs fronts de lutte (écologistes, féministes, sociaux) rassemblent et mobilisent, tout se passe comme si la voie d'un combat politique unifié était boudée. Malgré leur vitalité (on pense à *Je protège mon école publique*, à la lutte étudiante en 2012, à l'opposition aux pipelines), ces luttes ne s'inscrivent pas explicitement dans une volonté populaire plus large visant à prendre le pouvoir politique. En attendant, Québec solidaire peine à sortir d'un périmètre trop restreint.